L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 14 JANVIER 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 14 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 31 rue de Chartres, — Marchandises sèches étrangères et américaines, liqueurs de messieurs et bonbonnerie.

Par Vincent & Co., au Nos 21 et 23 de la rue de la Douane, — bottes, souliers et brodequins.

SPECTACLES.

Mercredi, 14 janvier 1874.

A CAMPRE — Adelin avec Lydia Thompson.

La solidarité des Etats.

Le Missouri n'oublie pas qu'il a été, pendant plusieurs années, soumis à un régime arbitraire et tyrannique et il donne, en ce moment, un exemple qui pourra être suivi par plusieurs autres Etats, affranchis depuis peu comme lui, du joug radical.

Voici en quels termes le gouverneur Woodson s'exprime au sujet des affaires de la Louisiane, dans un récent message à la Législature du Missouri :

Je ne puis m'abstenir, dans cette communication, de parler des outrages sans parallèle, commis si récemment contre les droits de la Louisiane, qui est un des Etats souverains de l'Union américaine, outrages commis, sinon à l'instigation, au moins avec le consentement du Président des Etats-Unis.

Nous avons vu un juge de District, sans ombre d'autorité, appuyé par des soldats fédéraux, expulsant de leurs postes les serviteurs élus du peuple, et y plaçant ceux que le peuple avait refusé de soutenir; et ce qui est pis, nous avons vu le Président, au mépris de la Constitution, de la loi, et de vœux exprimés par le peuple, reconnaissant et maintenant, en sa qualité officielle, les hommes ainsi frauduleusement et tyranniquement placés au pouvoir.

Il est également dû au peuple de la Louisiane et à la cause du gouvernement de liberté qu'en votre qualité de représentants du grand Etat dont le peuple aime la liberté et le gouvernement constitutionnel, vous fassiez une protestation solennelle contre les outrages sans parallèles commis contre les droits sacrés de son peuple, droits garantis par la Constitution de notre commune patrie.

Une dépêche de Jefferson City du 9 janvier, annonce que la résolution suivante avait été préparée et devait être présentée le lendemain à la Chambre.

Attendu qu'il appert du Message de Son Excellence le gouverneur, que des outrages sans parallèles ont été commis à l'instigation, avec le consentement officiel existant des Etats-Unis dans l'Etat de la Louisiane, en violation de la Constitution de notre commune patrie, il est, en conséquence

Résolu que le sergent d'armes de la Chambre est chargé de se rendre immédiatement à Washington, D. C. et d'y arrêter U. S. Grant, Président des Etats-Unis et de l'amener à la barre de cette honorable Chambre, pour y répondre aux accusations qui pourront être portées contre lui.

Nous ne pensons pas que la Chambre des Représentants du Missouri ait adopté la résolution qui précède; mais nous croyons que la Législature de cet Etat voudra faire une protestation, conformément aux recommandations du gouverneur.

Nous avons reproduit ces documents pour donner une idée de la réaction qui s'est opérée dans les esprits. La Louisiane, aujourd'hui, n'est plus isolée dans l'Union et ses plaintes trouvent de sympathiques échos dans diverses parties du pays.

La lettre du Président au gouverneur Davis, du Texas, que nous avons publiée hier, indique clairement que les conseillers de M. Grant comprennent maintenant la faute qu'ils ont commise en soutenant l'usurpation en Louisiane. Pour être logique avec le principe qu'elle proclame dans cette lettre, l'administration doit se rallier au projet d'une nouvelle élection dans notre Etat.

La politique de Grant, en Louisiane, n'a rien rapporté et à lui ni à son parti, elle ne leur a causé que tels embarras et une impopularité croissante. M. Grant doit s'apercevoir, aujourd'hui, qu'il a été bien mal conseillé, l'année dernière, par M. Morton et M. Williams, et qu'il n'est que temps pour lui de revenir sur ses pas et de renoncer à une politique aussi désastreuse pour son parti. Cette politique a plus fait pour remettre en faveur la doctrine un peu oubliée des droits des Etats que toute la propagande imaginable. Chaque Etat s'est vu menacé dans l'exercice de ses droits et la cause de la Louisiane est devenue la cause de toute la nation.

L'heure de la justice ne saurait tarder à sonner.

Message du Maire.

Nous avons reçu hier soir la copie d'un Message adressé par l'honorable Louis A. Wiltz, maire de la Nouvelle-Orléans, au Conseil-de-Ville. Ce document ne renferme pas moins de quatre colonnes de l'*Abeille* et il ne nous est pas possible d'en donner même l'analyse dans ce numéro.

La première partie du Message résume les rapports des différents administrateurs, et fait l'éloge de leur administration, la seconde partie contient l'exposé de la dette de la ville, l'indication des taxes, le budget de 1874 et le rapport sur les contentieux.

Nous donnerons dans un autre numéro, une analyse détaillée de la seconde partie et nous nous contenterons aujourd'hui de résumer brièvement la première.

Département de la Police.—Du rapport de Phonorable R. Brewster il résulte que le total des dépenses pour 1873 a été de $334,608 contre $404,397 pour 1872 ce qui constitue une différence en faveur de son administration de $69,588, mais cette différence est réduite de $5250 montant du déficit dans les recettes de 1873 comparées à celles de 1872.

Waterworks et batisses publiques.—L'honorable Charles Fitzenreiter rapporte le total des dépenses de son département à $126,732 contre $202,905 l'année précédente, économie $70,173. Les waterworks n'étaient pas en bon état quand il en a pris charge et ils ne pourront l'être davantage quand il les passera à son successeur.

Commerce.—Ce département administré par M. B. M. Turnbull a gagné $4458 sur les revenus des marchés et perdu $22,179 sur ceux des wharfs; cette dernière perte vient de la suppression de la ligne de steamers Morgan et de la diminution du tonnage dans les arrivages de navires.

Assessments.—M. Stircken n'a dépensé que $34,894, ce qui est une économie de $10,846 sur l'année précédente. L'assessment pour 1874 a été complété en octobre, et a été fait avec soin; des réductions équitables ont été faites et on a ajouté aux rôles plusieurs millions de propriété jusque là non taxées. Les rôles donnent un total de $130,913,856.

Améliorations.—Le tableau comparatif des dépenses pour chaque mois de 1872 et 1873, dressé par ordre de M. James Lewis pour les trois bureaux des rues, des quais et débarcadères et du drainage de la ville, indique une réduction totale dans les dépenses de $500,000. Malgré cela les dépenses se montent encore à la somme énorme de $945,892, non compris une somme considérable en bons donnée à la compagnie du canal du golfe du Mexique, en vertu d'un contrat monstrueux, illégale et injuste, dont il a été question dans le Message du maire. Le passage cité des extraits du rapport de M. Lewis et fait des éloges de cet administrateur; nous faisons des réserves et nous reviendrons sur ce sujet.

Finances. Les dépenses dans le département dirigé par l'honorable L. Schneider ont été de $27,774, ce qui est une augmentation de $2,726 sur l'année précédente, mais cette augmentation est justifiée par l'emploi d'un grand nombre d'inspecteurs de licences. Le maire parle des capacités financières et administratives et du zèle de M. Schneider en termes que nous ne pouvons qu'approuver.

Comptes publics. M. J. Calhoun a réalisé $12,043 d'économies sur les salaires et dépenses de son bureau. Il a déployé aussi un grand zèle dans l'exercice de ses laborieuses fonctions.

Economies totales. Le message constate que le total des économies réalisées par l'administration actuelle pour 1873 sur les dépenses correspondantes de 1872 ont été de $713,205 83, soit au taux de $2,000 par jour.

L'APPAREIL BRINGIER
Pour la fabrication du sucre.

La culture de la canne à sucre ne peut se maintenir en Louisiane que si l'on parvient à diminuer, d'une part, les frais d'exploitation et à augmenter, de l'autre, le rendement des récoltes. Or, sans parler des autres éléments qui peuvent contribuer à la solution du problème, nous pouvons dire que la réussite de l'appareil Bringier résoudrait à elle seule le problème, puisque cet appareil permettrait d'arriver à ce double résultat; diminution des frais de roulaison et augmentation considérable du rendement.

Nous avons déjà dit qu'une expérience de cet appareil devait avoir lieu demain, jeudi, sur l'habitation de M. P. S. Wiltz à St-Jacques. Nous engageons tous ceux qui s'intéressent au salut de la culture sucrière à y assister. Voici sur les avantages présentés par cet appareil une note qui nous est communiquée par M. Léon Haultman, l'ingénieur-mécanicien employé par M. Bringier et la Compagnie :

L'appareil à diffusion de Robert a été exposé sur le bayou Lafourche dernièrement et a donné, dit-on, en fait de rendements très bons résultats. L'appareil du "Bringier Sugar Extracting Co," n'est pas un appareil du même genre, quoique basé sur le même principe; c'est un appareil tout à fait nouveau, un appareil à extraction et à rendement de jus constant; le seul qui ait jamais travaillé ici. Il combine en lui les procédés de diffusion, de macération et de lévigation.

Voilà quels sont les avantages que la Compagnie réclame pour son appareil. Il prend un poids de cannes moindre (pour un certain nombre de boucauts de sucre donné à faire par jour) qu'aucun autre appareil. En commençant l'opération, il prend moins de temps qu'aucun autre pour donner le premier jus.

Il donne du jus d'une densité égale à celle du moulin et peut même la dépasser.

La sortie de jus est constante et l'extraction complète.

Il ne faut que très peu d'eau pour l'extraction du jus.

Il ne faut que deux personnes pour le faire manœuvrer; et pour cela tout travailleur sera assez compétent.

La force motrice nécessaire pour l'appareil est très petite, en comparaison de celle qu'exigent les anciens procédés.

Le résidu, bagasse ou comme une sciure de bois épaisse, et, par cela, il constitue un très bon engrais qui ne tarde pas à se décomposer dès qu'il est mis en terre.

ERRATUM.—Dans le *communique* sur la Loterie de la Havane que nous avons publié hier, il s'est glissé une erreur qui dénature complètement le sens d'une phrase de l'auteur. Au lieu de : "Personne ici n'ignore qu'il n'y a une agence établie à la Nouvelle-Orléans pour la Loterie de la Havane," il faut lire : "Personne ici n'ignore *qu'il n'y a aucune agence*, etc.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Hier, en rendant brièvement compte de la reprise de *Robert le Diable*, nous avons, par inadvertance placé au quatrième acte le trio du dinquième entre *Bertram, Robert et Alice*. En rectifiant cette erreur, nous profitons de l'occasion qui se présente de répéter que Mme. Carreno Gradier, dans ce trio dont on connaît les difficultés, s'est distinguée par la correction de son chant et l'expression de son jeu.

Demain jeudi 15, *Première Matinée du Docteur du Diable*, à midi précis.

Ordre du spectacle de la matinée : 1° *Le Piano de Berthe*, comédie en un acte; 2° Grande séance de PRESTIDIGITATION par le professeur MEHAY ; tours et surprises innombrables ; 3° *Le Maître de Chapelle*, opéra en un acte, de Paër.

Jeudi, soir, *Charles VI*, grand opéra d'*Halévy*. M. Devoyod remplira le rôle de *Charles VI*. Les autres rôles seront confiés à MM. Gadilhe, Mayan, De Quercy, Mmes Denain et Lagye.

Samedi, *Matinée* à midi.

Prochainement, *l'Africaine*, grand opéra, de Meyerbeer.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—La troupe des blondes a donné, hier soir, devant une salle comble, la seconde représentation de *Sinbad le Marin*. Elles ont joué avec leur verve habituelle et ont été fréquemment applaudies, avec Lydia Thompson.

Ce soir, première représentation de Kinilworth ; et vendredi soir, premier bénéfice de Miss Thompson.

Au lieu de risquer leur argent aux jeux de hasard qui offrent si peu de chance aux joueurs assez imprudents pour l'y aventurer, les gens qui veulent absolument faire fortune d'un coup, ont une bien meilleure occasion, ils n'ont qu'à placer dix dollars en billets de la loterie de la Louisiane, et si Dame Fortune a guidé leur main ils se réveilleront le 25 courant avec un joli magot de vingt-cinq mille piastres à leur disposition.

GRANDS VINS ET EAUX-DE-VIE.—On remarquera plus loin une annonce de MM. Vor. Maignan & F. Laborde, rue Bienville 23 et 25, qui sont les seuls agents pour la vente du grand vin du Château Pape Clément, des grands vins de Suze et fils et Larroude frères, et des fameux cognacs Vineyard Proprietors, Gautier frères, etc. La maison Maignan & Laborde importe aussi beaucoup d'autres vins et d'autres eaux-de-vie des meilleures marques. Voyez l'annonce.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE CARROLLTON.—On trouvera plus loin la liste des Directeurs que les membres de cette Compagnie ont élus pour l'année courante. Tous sont très connus et les actionnaires ne pouvaient faire de meilleur choix. Parmi eux est le général G. T. Beauregard, qui a été le lendemain élu président à l'unanimité.

Il n'est pas certain que le Congrès ordonne une nouvelle élection en Louisiane d'ici au 24 janvier, mais ce qui est sûr, c'est que ce jour-là le grand tirage de la loterie de la Louisiane aura lieu et que celui qui n'aura pas pris la précaution de prendre un billet à l'avance ne courra pas la chance d'être l'heureux possesseur du gros lot de vingt-cinq mille piastres.

POMMES DE TERRE.—MM. J. C. Murphy & Co., rue Poydras, 36, ont à vendre 3000 barils de pommes de terre de choix, bonnes pour semences, entre autres les fameuses Pink Eyes qui viennent du Nord, et qui produisent tant au Sud, et 4000 barils des meilleures pommes de terre de l'Ouest—Voyez l'annonce.

Les dentins sont changeants. Le bureau d'observation à Washington nous prédit assez régulièrement le temps qu'il fera dans la journée. Mais qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige, chose qui n'est arrivée qu'une fois en 50 ans à la Nouvelle-Orléans, le tirage de la grande loterie de la Louisiane n'en aura pas moins lieu le 24 janvier 1874.

LES GOMMEUX.— Chez la comtesse de Mercy, dit un chroniqueur, notre ami d'Amoult a un succès fou. Il fait la définition du *gommeux* dont les *gommeux* eux-mêmes sont très furent les *beaux-fils* sous la Fronde, et les *derniers les petits crevés* sous l'Empire.

Voici l'origine de cette originale appellation :

"Lorsqu'un homme perd sa position, sa fortune, son rang ou sa place, on dit: *il est dégommé*. Si par suite de cette catastrophe il se trouve dégommé, il faut en conclure que précédemment il était *gommé*; il était alors saturé de *gomme*, c'est-à-dire GOMMEUX. Celui donc qui, bien en vue, brille par son genre, est envié pour son *chic*, sa position, sa fortune ou sa toilette est un *gommeux*."

Si cette version ne vous satisfait pas, ouvrez la COMÉDIE DU TEMPS, par d'Amoult (lisez Bertall).

TEMPERATURE.—13 Janvier 1874.
Thermomètre de C. DURIANEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	60	15
12 M.	73	22
3 P. M.	75	24
6 P. M.	72	22

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Meeting des Conservateurs du Cinquième Ward à la Rotonde St. Louis.

Conformément à un appel signé par le président de différents clubs du cinquième ward, un grand nombre de citoyens se sont réunis, hier soir, à huit heures, vers la rotonde St. Louis, pour prendre en considération la conduite de M. V. O. King, un représentant de ce ward, qui a déserté le parti du peuple pour entrer dans la pseudo-Législature de M. Kellogg.

L'assemblée a été présidée par le docteur O. Richard, et M. Gaston Bonnafon a rempli les fonctions de secrétaire.

Les résolutions suivantes, présentées par M. John H. Castellanos, ont été unanimement adoptées :

Attendu, que les électeurs du cinquième ward de la ville de la Nouvelle-Orléans ont été et sont encore fidèles à la cause d'un gouvernement libre; et, attendu qu'un mépris de la volonté de ses constituants, V. O. King, un représentant du dit ward, a abandonné son poste à la Législature légale de l'Etat, pour aller dans la pseudo-législature et faire cause commune avec les ennemis de la Louisiane, participant ainsi à leurs actes d'usurpation et aidant à maintenir le despotisme au pouvoir, il est, en conséquence

Résolu, que nous, les électeurs conservateurs du Cinquième Ward de la ville de la Nouvelle-Orléans, nous désavouons sa conduite et déclarons qu'en agissant ainsi, il s'est rendu coupable d'une trahison. Nous exigeons donc qu'il reprenne sa place dans la Législature légale de l'Etat, où l'honneur et le devoir l'appellent en même temps, ou sinon qu'il se démette de ses fonctions puisqu'il ne représente pas les véritables sentiments de ses constituants.

Résolu, encore, que les remerciements de cette assemblée sont dûs au gouverneur John McEnery et à ceux qui constituent avec lui le gouvernement légal de l'Etat, aussi bien qu'à nos sénateurs et à nos représentants, pour leur noble conduite et pour leur persévérance à soutenir les droits du peuple contre le despotisme et l'usurpation.

Résolu, que ces résolutions soient envoyées à l'*Abeille*, au *Picayune* et au *Carillon* pour être publiées.

Cour Criminelle.

Samuel Baretti, convaincu du crime de meurtre sur la personne de Diego Contis, a été condamné hier aux travaux forcés à perpétuité.

En écoutant sa sentence, le prisonnier a paru vivement impressionné et tout son corps était agité par un tremblement convulsif.

La peine de Baretti n'est cependant pas méritée à notre avis, car il a été provoqué et assailli d'abord par Contis, qui a été assassiné n'a été exécuté plus froidement.

Au mois de juin dernier, Baretti a rencontré Diego Contis dans un café et l'invita à boire, quoique ce dernier connût sa haine. Celui ci a accepté, et les deux hommes ont vidé plusieurs verres en devisant gaiement comme deux amis. Lorsqu'il a fallu payer la consommation, Diego a offert de donner l'argent nécessaire, voyant que Baretti ne se pressait pas trop de tirer sa bourse; mais ce dernier est devenu tout à coup furieux et a menacé de tuer son compagnon. Ils se sont séparés alors, après avoir échangé quelques paroles.

Deux heures plus tard, le lâcheur les a mis de nouveau en présence l'un de l'autre.

Aussitôt, Baretti, sans provocation aucune, a pris un revolver à sa ceinture et a fait feu sur Contis, l'atteignant en pleine poitrine. Le malheureux est tombé mortellement blessé; alors l'assassin, en proie à une sorte de délire, s'est avancé sur sa victime, l'a étendue sans défense à terre, et appuyant son pistolet sur son cœur, a pressé la détente pour la seconde fois.

Il faut que les jurés soient bien fonciers pour n'avoir pas vu là la peine capitale, pour avoir arraché un pareil homme à la potence.

Un Incendiaire à Pœyre.

Peu s'en est fallu, avant hier soir, qu'il y eut encore une désastreuse conflagration sur le Canal. Vers dix heures l'agent de Palangue, de la police métropolitaine, ayant trouvé ouvertes les portes de l'entrepôt de poudre de Lallie Land, dont M. Wallace Wood est l'agent, a eu l'idée d'y pénétrer, fort heureusement, et a découvert qu'on avait fait de grands préparatifs pour incendier le bâtisse.

Deux ouvertures avaient été pratiquées dans le plancher afin d'y introduire deux burettes en fer blanc pleines d'huile de pétrole. A côté, on avait placé six barillets de poudre.

En cherchant dans l'appartement, l'officier Palangue a trouvé huit autres burettes pleines de pétrole.

Le misérable qui avait dressé froidement tous ses plans pour détruire une douzaine de maisons et tuer on ne sait combien de personnes, est encore inconnu; mais, on le cherche et on le trouvera, car les limiers de la police secrète sont très adroits.

Le mal vient des jurés qui acquittent tous les incendiaires.

Shérif versus Police.

Il paraît que le shérif de la Cour Criminelle ne s'entend guère avec le chef de la police, au sujet du transfert des prisonniers des différentes stations à la maison de Cour.

Le colonel Patton prétend que ce soin regarde le général Badger, et *vice versa*.

Les deux représentants de la force publique sont actuellement à ne pas céder d'une ligne pendant ce temps, les affaires restent dans *le statu quo* et les accusés sont forcés de langnir en prison en attendant qu'il plaise à l'un ou ces messieurs de les faire conduire devant le tribunal de la justice par un officier de police ou par un député shérif.

Il nous semble que tout cela n'est pas très régulier.

Deux Incendies.

Hier soir, entre dix heures et demie et onze heures, il y a eu deux incendies. L'alarme a été donnée la première fois par la boîte portant le N° 17, au coin des rues Live Oak et Première, et la seconde fois, portant le N° 25, au coin des rues Market et Levée.

Nous n'avons pu avoir d'autres renseignements.

Parties de billard.

On annonce pour ce soir deux parties fort intéressantes au Crescent Hall ; la première entre Henry Miller et Frank Maggioli, à but, et la seconde entre Daly et le vainqueur de la première partie, avec l'avantage du décompte pour ce dernier.

Demain soir, Maggioli jouera contre Daly en recevant l'avantage du décompte. Pour cette partie, il y a un enjeu de $100 de chaque côté.

Séance du Conseil-Municipal.

Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les fauteuils des administrateurs sont occupés.

Le maire présente son message annuel, relatif aux affaires municipales, aux réformes nécessaires, etc.

Le message est déposé sur le bureau pour être immédiatement lu.

M. Brewster administrateur du département de la police, présente son rapport mensuel qui est approuvé sans difficulté.

Ce rapport établit que les frais du département de la police, pour le mois de décembre, s'élèvent à $27,308.70 et les recettes à 3,031.12.

Un des chevaux qui tiraient la voiture, appelée communément "Black Maria" qui sert à transporter les prisonniers, étant mort, M. Brewster demande et obtient la permission de le remplacer.

Le maire, au nom de ce comité spécial des administrateurs, présente une résolution pour maintenir M. J. Mouquelet dans ses fonctions de conseiller de la ville dans le premier district.

M. Brewster, administrateur du département de la police propose une ordonnance relative aux salaires des différents employés de la ville.

Il désire, comme mesure d'économie, que tous les salaires soient réduits de 20 pour cent par mois. En revanche, les dits salaires devront être payés régulièrement, en monnaie courante des Etats-Unis. Il demande que la ville fasse, en conséquence, les arrangements nécessaires avec l'agent fiscal.

L'ordonnance est déposée sur le bureau pour être soumis au comité spécial des administrateurs.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances, relatives à des règlements de compte, qui sont adoptées sans opposition.

Plusieurs pétitions sont présentées et référées aux différents départements. La plupart ont trait à des assessments erronés sur des propriétés foncières.

Le Conseil s'ajourne.

On écrit de Besançon que dans le grand dîner que M. le duc d'Aumale a donné aux notabilités de la ville, il aurait dit que ses sentiments d'hiver se commenceraient que dans trois semaines, c'est-à-dire à son retour de Paris, et l'on ajoute qu'il aurait insinué qu'il ne reviendrait pas seul en Franche Comté. On croit donc à Besançon que M. le duc d'Aumale va se remarier et que Besançon le verra revenir avec la nouvelle duchesse. On avait déjà parlé, il y a un an, du mariage du duc d'Aumale avec Mme la duchesse de Chevreuse.

Le train du général duc à Besançon, sans être considérable est sur un bon pied. Quatorze chevaux, dix domestiques et cinq cuisiniers.

Les travaux militaires de la nouvelle enceinte qui doit défendre Paris commenceront le 1er mars.

Le génie a, dit-on, reçu des ordres en conséquence.

Pseudo-Législature.

Séance du 13 janvier.

SÉNAT.—M. Burch présente une pétition de M. S. Wrotnowski, dans laquelle ce dernier réclame une rétribution pour services rendus à l'Etat.

M. Weber : un bill pour amender les sections 2,760 et 2,771 des statuts d'Etat.

M. Brewster : un bill fixant l'époque des sessions régulières de l'Assemblée législative.

Le bill relatif aux amendements proposés à la constitution de l'Etat, pour interdire à l'Assemblée générale le droit d'accorder à aucune corporation ou compagnie de chemin de fer le crédit de l'Etat, est référé au comité judiciaire.

Par M. Weber : un acte pour incorporer la ville de St. Francis dans la paroisse Ouest Feliciana. Référé au comité des affaires paroissiales.

Par M. Cage : un acte pour incorporer deux villes Lockport et Longville, paroisse Lafourche, et pour fixer les limites de ces deux villes.

Résolutions.—Par M. Anderson : une résolution relative à la célébration du centième anniversaire de l'indépendance de la ville de Philadelphie. Référée au comité des relations fédérales.

Par le même : une résolution relative à l'emploi des terres cédées à l'Etat, par le gouvernement national, en vertu d'une loi votée au Congrès, le 2 juillet 1862.

Par M. Roach : une résolution jointe chargeant le Comité des institutions charitables, accompagné d'un officier du Sénat, de visiter toutes les institutions charitables situées dans les paroisses Jackson et Baton-Rouge.

Par le même : une résolution autorisant le comité des élections auquel est référée la réclamation de M. Swasey, à mander devant lui, à 2 1/2 heures de l'après-midi, le corps entier des membres du Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans, pour prendre connaissance de certains documents.

Par M. Wharton : une résolution chargeant un comité de s'informer du montant des sommes versées dans le trésor par les différents collecteurs de taxes de l'Etat; et de la manière dont le trésorier a disposé de ces fonds.

Par M. Twitchell : une résolution pour allouer une somme suffisante pour couvrir les dépenses contingentes de l'Assemblée générale pendant la session actuelle.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.—83 membres répondent à l'appel.

Allin, d'Ouest-Baton-Rouge, fait une philippique contre le *Picayune* parce que ce journal avait affilié P. B. S. Pinchback avec la partie adverse. Pinchback, dit-il, représentant Allin, est accusé non républicain pour ne pas faire dépendre ses sentiments du succès de son parti noir et blanc.

Mouton, d'Ouest-Feliciana, demande qu'un comité soit nommé pour examiner les affaires et les livres de la Loterie de la Louisiane. Référé.

Un membre demande une résolution pour qu'un comité soit nommé et chargé d'examiner les livres de l'Asile des Fous. Référé.

L'orateur Lowell présente le rapport de l'adjudant général de l'Etat.

Demas, de St. Jean Baptiste, demande que la Chambre procède à l'élection du clerc des rôles et d'un sergent d'armes. A ces mots, grande confusion dans la Chambre. L'orateur tâche de rétablir l'ordre mais vainement, le tumulte redouble. Les voies de fait sont sur le point de succès et l'orateur finit par dire que s'il ne peut maintenir la paix il cédera sa place à un autre.

Goir, d'Est-Feliciana, demande que les membres des 1er et 2e ward soient admis : il dit qu'ils ne peuvent être privés de leurs sièges que par les deux tiers des membres de la Législature. Il demande qu'il leur soit donné jusqu'à midi aujourd'hui et qu'alors s'ils n'ont pas paru ils seront justement exclus.

Le désordre, la discorde, se lève et engage le représentant d'Est-Feliciana à s'asseoir pour ne pas faire perdre plus de temps à la Législature. L'orateur l'engage lui-même à se conformer au règlement.

Goir répond qu'il est payé $6 par jour pour remplir son devoir et qu'il parlera tant qu'il voudra pour le bien de ses concitoyens. La vacarme recommence. L'orateur rend une décision qui n'est pas soutenue par la Chambre et le tumulte devient si étourdissant que M. Goir demande lui-même l'ajournement qui est prononcé au milieu du brouhaha.

LE GOUVERNEMENT DES ASSEMBLÉES.—Le *Temps* termine ainsi un article :

L'Assemblée de 1871 léguera une leçon à l'histoire ; on saura qu'il n'est pas de régime plus déraisonnable, plus dangereux pour les libertés d'un peuple, qui tienne plus entièrement un pays en main, que celui d'une assemblée souveraine, unique et dont la durée même dépend de son propre arbitre. Une assemblée de ce genre est certainement une des formes les plus fâcheuses du pouvoir absolu.

On lit dans le *Danube*, journal français publié à Vienne (Autriche) :

"Des nouvelles qui nous arrivent de Prohadof, parlent de préparatifs de départ dont il faut s'occuper sérieusement. On croire ces nouvelles, le comte de Chambord quitterait sous peu le château qu'il occupait depuis une si longue série d'années, pour aller définitivement élire domicile en France."

— Jusqu'à ce jour, neuf candidats sont inscrits pour les trois fauteuils vacants à l'Académie française.

Ce sont MM. J.-J. Weiss, Anatole de Ségur et Caro, — les trois noms en vedette, dit-on.

Puis MM. Taine, Alexandre Dumas, Paul Féval, Belmontet ; enfin MM. Gaston Boissier et Mézière, tous deux professeurs au Collége de France.

On parle bien aussi de MM. Beulé, John Lemoine et Edmond About.

LES IMPOTS EN FRANCE.—La vente des tabacs a produit, pendant les neuf premiers mois de cette année, 320 millions de plus que pendant la même période de 1872.

On estime que le produit total des tabacs atteindra, cette année, 390 millions.

La taxe sur les sucres produira, à la fin de l'année, environ 94 millions.

L'impôt sur les boissons rapportera, cette année, 16 ou 17 millions de moins que le gouvernement de M. Thiers n'avait prévu. Le produit total sera d'environ 334 millions.

L'impot sur le papier atteindra difficilement les 10 millions prévus.

—Le *Journal officiel* publie des jugements préparatoires relatifs à des absents civils.

Nous y relevons ceux qui suivent ;

Par jugement en date du 10 juillet 1873, le tribunal de première instance de Vire (Calvados,) a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du sieur Isidore Denis, parti, il y a 19 ans, de Vasey, où il était domicilié, pour aller s'embarquer au Havre et quitter la France.

Par jugement en date du 28 juin 1873, le tribunal de première instance du Havre, a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du sieur George Oblever, embarqué au mois de novembre 1858, comme cuisinier, sur le navire américain le Samuel Daper, faisant voile pour la Nouvelle-Orléans.

—Les dépêches de Berlin annoncent que le gouvernement allemand réorganise avec une grande activité son armement.

—En revanche, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe officieux du cabinet de Berlin, exprime son étonnement de voir la France augmenter le budget de la guerre, en présence d'une situation financière qui exigerait plus stricte économie. On s'étonne surtout que les membres de l'Assemblée aient voté.

On vient de publier une savante et intéressante étude sur l'*Origine et la formation des noms de lieux*. Il recherche et découvre dans divers systèmes linguistiques et les étymologistes tirées de la nature du sol, des cultures, des produits ou des variations de la propriété, de la position du pays, etc., etc.

Quelques curiosités extraites de ce livre. La prononciation a souvent déroulé les étymologistes ; il a fallu quelque temps, par exemple, pour découvrir que dans les pays où l'on *chante*, c'est-à-dire où l'on remplace le double *ss* par le *ch*, Saint Agnan est devenu Saint-Chinian (Hérault), et Saint-Amaud, Saint-Chamaud (Cantal.)

Dans l'Oise, on trouve un hameau appelé Pont à Coulsuvre ; ici l'étymologie semble facile : Pont sur la Couleuvre. Mais on pont on a trouvé un nid de couleuvres. Doh le nom. Eh bien ! pas du tout. Jadis ce bourg s'appelait Pont à Quileuvre, dans un vieux texte latin : Pons qui aperit: Pont à qui l'ouvre, c'est-à-dire pont à péage.

Voici maintenant un curieux exemple des changements survenus dans un mot en traversant les collines du Latium, le mot *vehors ou cors* signifiait clair, parc, enclos pour les bestiaux ; dans le latin rustique on prononçait *curtis*, on devint *cystis* et s'appliqua aux fermes et aux châteaux construits dans la Gaule (Graincourt, Liancourt, etc.) Le *curtis* des rois de France, plus grand que tout le reste, est devenu le palais, devient par excellence la *Curtis*, puis le palais.

De telle sorte que les dérivés courtois, courtisan, courtiser, qui symbolisent la délicatesse et l'élégance, descendent en ligne droite de *cors*, l'enclos où les bergers guerriers du Latium enfermaient leur bétail.

— Il y a beaucoup à employer à vendre à levain de Dunham. Pour la pureté et la force elle n'a pas d'égale.

Guérison de toute espèce de Catarrhes.

Le remède connu sous le nom de "Golden Medical Discovery" du Dr. Pierce a eu un grand succès, surtout quand on le prend avec le "Catarrh Remedy" du Dr. Sage et qu'on l'applique à l'aide de la "douche nasale" du Dr. Pierce—seul moyen d'atteindre les cavités supérieures et celles qui se trouvent au fond de la tête—le succès de cette préparation a été éclatant, dirons-nous, que le propriétaire s'est engagé, depuis longtemps, à donner une récompense de $500 à quiconque lui signalerait un cas qu'on n'ait pas obtenu la guérison. Les deux remèdes se vendent chez les pharmaciens, $2, avec l'instrument.

Un exemple entre mille.

Cortland, Ill., 28 avril 1873.

Au Dr. Pierce, à Buffalo, N. Y.

Cher Monsieur,—Je vous annonce avec plaisir qu'après avoir eu recours pendant vingt ans, à différents remèdes contre le catarrhe, j'ai fait l'essai de votre "Catarrh Remedy" qui m'a guéri. Je n'ai pas souffert depuis deux ans.

S. WHEELER.

Les imposteurs.

Il faut se mettre en garde contre les imposteurs qui copient des annonces du Dr. Pierce en offrant des récompenses de ne pas savoir opérer une seule guérison. Ceux qui n'ont pas assez de capacité pour écrire leurs annonces eux-mêmes peuvent rarement faire des découvertes importantes en médecine. 13 janv—6f—7 c

Décédé, hier matin, à 2 1/2 heures, à l'âge de 40 ans, JOSE XIMENEZ, natif de Mahon, île de Minorque, (Espagne). Ses amis et connaissances sont priés de ceux des familles J. B. Vandercruysen Hugonin et C. Ximenez, sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 2 1/2 heures de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière demeure, No 154 rue Royale, coin St-Pierre.

De la part de sa famille.

Fallecio ayer, á las 8 1/4 de la mañana, á la edad de 40 años JOSE XIMENEZ, natural de Mahon, Isla de Menorca, España. Los amigos de su familia y los de las familias J. Vandercruysen, Hugonin y C. Ximenez, quedan respectuosamente convidados á asistir sin otro invitacion, á su entierro que tendra lugar hoy, á las 3 de la tarde, de su ultima morada, No. 154, calle Real, esquina San Pedro.

De parte de su familia.

ENTREPOT DE TAPIS.
17 ..... Rue de Chartres. 17
A. BROUSSEAU,
IMPORTATEUR ET MARCHAND,
Offre, en Gros et en Détail,
7 PIS—1000 rouleaux, anglais et américains, de TAPIS DE FIBRES, pour planchers, tables ; toiles cirées, descentes.
NATTES—1000 rouleaux, blanches, à carreaux et fantaisie.
STORES, Cornices, couvertures de tables et de planchers.
RIDEAUX en dentelle et dentelle Nottingham.
BROCATELLES, COTTELINES, tentes, rayés, etc.
COIN, crampes, peluches, &c., &c.
19jv—3f DMaVPP

ENTREPOT DE TAPIS
ET DE TOILES CIREES.
ELKIN & CO.,
165 ..... RUE DU CANAL 165
RECOIVENT, en ce moment, de nouveaux gen res de—
TAPIS hollais, Velours et Bruxelles ;
TAPIS trois plis et Ingrain ;
TOILES Cirées de toutes largeurs ;
STORES, Cornices, &c., qu'ils offrent à très bas prix.
16 sept—3mPP

Bureau de la Compagnie du chemin de fer de la ville d'Orléans et du Mississippi.
Nile-Orléans, 12 janvier 1874—A une élection qui a eu lieu, ce jourd'hui, les messieurs dont les noms suivent ont été élus pour un an :
G. T. Beauregard,
Alex. Bonneval, J. Fernandez,
George Jones, H. A. Lessaler,
Carl Kohn, Paul Grunewald.
Et aujourd'hui, à une réunion des directeurs, le général G. T. Beauregard a été unanimement élu président et P. McBride, secrétaire.
P. MCBRIDE,
Secrétaire.

ANNONCE CORRIGÉE.
Bal de la Société Culinaire.
DES propositions cachetées seront reçues jusqu'au SAMEDI 31 janvier, pour la BARRE et le VESTIAIRE du Bal de la Société Culinaire, à la Salle Grunewald, le 12 février 1874.
Pour plus amples informations, s'adresser au No 2 rue d'Orléans ou 127 rue Marguerite, angle rue Toulouse.
14 janv—3f

Avis important aux personnes qui paient des licences.
Bureau du Percepteur des Taxes d'Etat, Premier District.
No. 108 RUE DE LA RUE GRAVIER.
Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1874.
LE Capt. C. B. JOHNSON, T. R. O'BRIEN et J. L. FOLGER sont porteurs de commissions de percepteurs et sont seuls autorisés à inspecter les licences d'Etat de ce district pour l'année 1874. Quiconque excepté les personnes ci-dessus mentionnées, cherche d'inspecter les licences, le fait sans autorité par ce bureau et un